

Social

Var. Plusieurs centaines de salariés ont manifesté hier à Toulon et Draguignan à l'appel des organisations syndicales. La bataille contre l'accord « flexisécurité » ne fait que commencer.

« Une régression sociale sans précédent »

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté hier dans le Var contre l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2013 qui doit être transposé dans une loi. A la veille du premier examen du projet en Conseil des ministres, les salariés ont répondu présent à l'appel de la CGT et de FO. Non partie prenante aux négociations, la FSU et Solidaires s'étaient joints à la mobilisation, ainsi que le Syndicat de la magistrature, dans le département.

L'accord signé par quelques organisations syndicales ? Licenclement pour motif personnel, flexibilisation à outrance, baisse des pouvoirs des CHSCT, exonération de cotisations, CDI « intermittent »... Pour tous, il s'agit bien d'une « *régression sociale sans précédent* » et d'un entêtement de première classe du Code du travail. Et c'est encore les salariés qui en paient le prix fort.

« *Cet accord représente un recul sans précédent pour les droits de tous les salariés* », dénonce Sylvain Brossaud, secrétaire général, lors de la prise de parole commune, devant une place de la Liberté balayée par le vent et la pluie, venus gâcher le rassemblement.

Précarité et asservissement

A Toulon, il aurait pu y avoir plus de monde et le défilé est annulé en raison de la météo. Peu avant midi, une délégation devait être reçue en préfecture. « *En aucun cas le salarié ne sera protégé. Au contraire, l'accord développe la précarité, la modularité et l'asservissement à l'entreprise. Le salarié sera pieds et poings liés à l'employeur avec une remise en cause des conventions collectives et du Code du travail* », ajoute Myriam Barnel, secrétaire départementale de FO.

A Draguignan, ce sont plus de 150 personnes qui se sont rassemblées place René-Cassin, avant de défilier sur le boulevard Clemenceau. Une mobilisation essentiellement mili-

tante avec un fort contingent CGT et une présence remarquée de FO. De la Dracénie mais aussi de Fréjus et de Saint-Raphaël. Les secteurs représentés : la santé notamment, avec les hôpitaux de Draguignan et de Fréjus, mais aussi du privé.

C'est ce que note aussi Sylvain Brossaud à Toulon : « *Il y a une forte participation des salariés du commerce, des CNIM aussi. Dans les entreprises, les salariés ont pris la mesure du danger que représente l'accord* ». Aussi représentés sur le pavé toulonnais : les cheminots, la fonction publique, les Territoriaux avec les personnels du conseil général, la santé (avec les salariés des hôpitaux toulonnais et hyérois), la Défense (Ihre ci-dessous), la métallurgie, l'énergie... A noter la participation d'élus et de militants du Front de gauche : Alain Bolla, secrétaire fédéral du PCF et conseiller régional, et Luc Léandri (PG). D'autres organisations aussi.

Un cadeau au patronat

Sylvain Brossaud poursuit : « *L'accord, une avancée pour les salariés ? C'est plutôt un cadeau fait au patronat et il ne répond pas à la feuille de route qui était fixée, c'est-à-dire répondre à la sécurité, l'emploi et la situation des salariés* ». La légalité de l'accord ? « *Au vu de la représentativité des syndicats, l'accord est non-légal. Il nous reste encore quelques semaines pour mener la bataille. A ce jour, nous avons interpellé tous les partis politiques et on attend toujours la réponse du PS au niveau local* », conclut Sylvain Brossaud. Symptomatique ?

Le mot de la fin revient au porte-parole de Solidaires, Pascal Brun : « *Ce que le patronat n'osait pas demander sous Sarkozy, elle l'obtient sous Hollande. Le changement c'est plutôt encore plus d'licencements. On ne peut pas l'accepter* »

G. DE SAINT VULFRAN,
AVEC DENIS PERMIN

Défense : l'Arsenal s'invite au PS

■ A l'appel de la CGT et de FO, les personnels civils de la Base de Défense et de DCNS Toulon se sont rappelés au bon souvenir du PS en allant interpellier ses représentants locaux à la fédération varoise, située à deux pas de la place de la Liberté. Une délégation s'est ainsi invitée dans les locaux du parti afin de remettre une motion à destination des parlementaires de la majorité gouvernementale et obtenir un nouveau rendez-vous pour mettre toute les revendications sur la table. Reste à en déterminer la date.

Pour les personnels, il s'agit que l'accord interprofessionnel « ne

devienne pas demain la référence pour casser le statut général de la fonction publique et celui des ouvriers d'Etat ». D'autant que le secteur a déjà été mis à mal par des années de restructurations, d'externalisations, auxquelles il faut ajouter le blocage des recrutements, le recours à la précarité, le gel des salaires, la réduction des décrets salariaux, la réduction du déroulement de carrière...

« *La politique suivie par l'actuel gouvernement, qui en opposition au changement annoncé, garde le cap de la logique libérale* », dénonce la motion. Le changement, oui, la régression sociale non.



A Toulon, les personnels de l'Arsenal se sont invités à la fédération du PS tandis qu'à Draguignan la prise de parole commune a eu lieu sur la place René-Cassin. PHOTOS BRUNO ISOLA ET D.P.